

№ gdic : 64.2066
P3



SOUS-PREFECTURE DE CARPENTRAS

Section I - Environnement
Affaire suivie par Martine FIALON
Tél direct : 04.90.67.70.30
Télécopie : 04. 90.67.70.09

ARRETE PREFECTORAL

N° EXT2008-04-08-0041SPCARP

**Modifiant les conditions d'exploitation de la carrière exploitée
par la Société des Carrières Vauclusiennes à Pernes les Fontaines
au lieu-dit « les Garrigues Ouest »**

**Le Préfet de Vaucluse
Chevalier de la Légion d'Honneur**

- Vu** le code minier ;
- Vu** le titre 1er du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment l'article R 512-31;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 1029 du 11 mai 1993 autorisant la société des Carrières Vauclusiennes à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Pernes les Fontaines, au lieu-dit « les Garrigues Ouest » ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux n° 113 du 7 juin 1999 et n° 16 du 12 février 2004 prescrivant les garanties financières pour la remise en état de la carrière ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° EXT2007-08-16-0104SPCARP du 16 août 2007 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière ;
- Vu** le courrier du 05 décembre 2007 de la Société des Carrières Vauclusiennes, sollicitant une nouvelle prorogation d'un an de la date limite de remise en état de sa carrière ;

- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 11 janvier 2008;
- Vu** l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, du 12 mars 2008 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral transmis pour observations à l'exploitant le 20 mars 2008;

Considérant que la remise en état du site après exploitation de la carrière comprend un remblaiement de l'excavation avec des matériaux inertes issus de chantier de travaux publics exploités par la S.C.V ;

Considérant que le rythme d'apport de ces matériaux ne permet pas de combler l'excavation avant l'expiration de l'autorisation d'exploiter en cours ;

Considérant qu'il est opportun en conséquence, de proroger d'un an l'autorisation de procéder au réaménagement et de reconduire dans le même délai l'obligation de constitution des garanties financières destinées à assurer cette remise en état ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SI2008-01-31-0040PREF du 31 janvier 2008 portant délégation de signature à Mme Marie-Gabrielle PHILIPPE , sous-préfet de Carpentras ;

Le demandeur entendu ;

A R R E T E

Article 1er :

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 1029 du 11 mai 1993 autorisant la Société des Carrières Vauclusiennes (S.C.V), dont le siège social est à Saint Saturnin les Avignon (84450) à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Pernes les Fontaiens, au lieu- dit « les Garrigues Ouest » est complété par les paragraphes suivants :

« 2.1. A compter du 11 mai 2008, la présente autorisation est prorogée de une année au plus pour les seuls travaux de remise en état comprenant :

- le comblement de l'excavation avec des matériaux inertes ;
- le recouvrement avec des terres végétales et la végétalisation du site.

2.2. Six mois avant l'arrêt définitif de l'exploitation, soit au plus tard le 11 novembre 2008, l'exploitant devra notifier la date de cet arrêt au Préfet selon les modalités définies aux articles 514-74 et suivants du Code de l'Environnement;

Article 2 :

Le 3ème alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 113 du 7 juin 1999 susvisé est remplacé par :

« Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière est de :

- 30 465 € pour la période allant du 14 juin 2004 au 11 mai 2009 (correspondant à la date de fin de validité de l'arrêté préfectoral d'autorisation) ».

Article 3 :

Le document attestant du renouvellement des garanties financières pour la période du 11 mai 2008 au 11 mai 2009 doit être adressé au Sous préfet de Carpentras dès notification du présent arrêté.

Article 4 :

Les dispositions antérieures, contraires ou identiques à celles du présent arrêté et ayant le même objet sont abrogées.

Article 5 :

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Pernes les Fontaines et pourra y être consultée.

D'autre part, un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimale d'un mois ; un procès verbal de l'accomplissement des ces formalités sera adressé par les soins du maire à la sous préfecture de Carpentras.

Un avis de l'arrêté sera inséré, par les soins de la sous préfecture de Carpentras, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Une copie conforme de l'arrêté sera adressé au conseil municipal concerné.

Article 6 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir le jour où la présente

demande a été notifiée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas le délais précité.

Article 7 :

Le sous préfet de Carpentras, le maire de Pernes les Fontaines, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Provence-Alpes-Côte d'Azur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à l'exploitant.



Le sous-préfet
Le secrétaire général

Michel SCHUTZ

Carpentras , le - 8 AVR. 2008

Pour le préfet,
Le sous préfet, par délégation

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Philippe", written over a horizontal line.

Marie Gabrielle PHILIPPE